



✉ 23, rue Lakanal 34090 MontpelLier @ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Déclaration préalable CAPD du 5 septembre

C'est sous le signe de la lutte, que s'annonce cette rentrée scolaire 2017 :

Lutte contre les casses sociales annoncées par ce nouveau gouvernement, lutte contre des effectifs de classes toujours plus lourds, lutte contre des réformes dont pâtiront élèves et personnels.

A titre d'exemple, nous avons pu le constater en juin juillet, lors de la mise en œuvre chaotique des CP dédoublés :

- injonctions contradictoires entre DASEN et IEN,
- personnels contraints de changer de support de travail alors qu'ils avaient été recrutés sur entretien,
- locaux trop restreints, ne permettant pas des conditions de travail efficaces pour des élèves déjà fragilisés,
- équipes placées dans des situations d'urgence pour construire des dispositifs,
- enseignants amenés à travailler à 2 dans une classe sans avoir pu construire en amont les modalités de ces nouvelles conditions de travail...

De même, le retour à la semaine de 4 jours instaurée sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy n'est pas une meilleure organisation que ce qu'elle était alors : une fois de plus, ce sont les élèves, et en particulier celles et ceux qui sont en difficultés scolaire qui en pâtiront, avec des journées de travail de 6h30 ou 7h00. Par la suite, la semaine de 4,5 jours à la mode du quinquennat de François Hollande, dont le coût financier reposait sur des collectivités territoriales et des familles souvent en situation de précarité financière, aurait dû être repensée, c'est à cela qu'il fallait remédier, et non pas revenir à une répartition du temps scolaire dont les chronobiologistes et les enseignants, avaient démontré les aspects problématiques pour beaucoup d'élèves, notamment les plus fragiles.

Enfin, les déclarations du Ministre de l'Education Nationale, caricaturales et provocatrices à l'encontre des enseignants, - nous pensons à son évocation de la fameuse « méthode globale » - ainsi que la mise en place en urgence d'évaluations nationales au CP, dont une partie sur tablettes (on s'interroge sur la pertinence), sous entendant que les enseignants de CP, déjà contraints de travailler à 2 dans les classes sans temps de préparation supplémentaire prévu, doivent modifier les évaluations diagnostiques qu'ils proposaient déjà à leurs élèves, comme depuis toujours, n'augurent pas d'un travail serein avec la haute hiérarchie ministérielle.

Nous espérons toutefois que cette année scolaire se déroulera au mieux. Nous tâcheront de faire en sorte que ce soit le cas, dans l'intérêt des élèves et le respect des droits des personnels de l'enseignement public.

Le représentant de SUD Education 34.